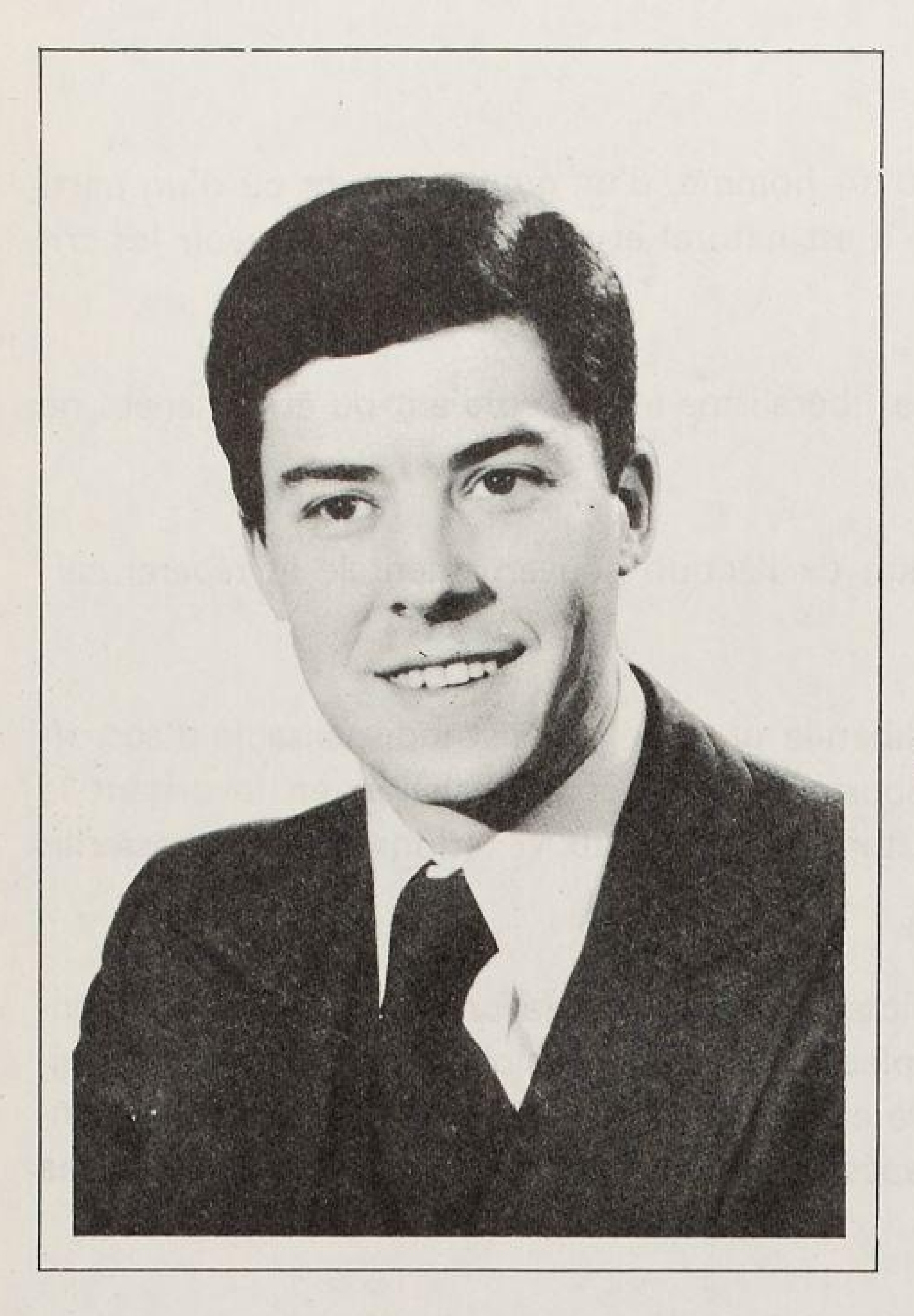


Département de l'Hérault

3e circonscription

Elections legislatives du 12 Mars 1978

HENRI GIFFONE

Candidat

du CENTRE NATIONAL DES INDEPENDANTS et de la MAJORITÉ PRESIDENTIELLE

Suppléant : Louis MURAZ

Médaille Militaire

Chers Amis,

Je me présente à vos suffrages avec l'investiture du Centre National des Indépendants et de la Majorité Présidentielle, parce que ces élections vont être décisives pour le libéralisme et qu'il fallait donc qu'un authentique libéral soit candidat.

En effet, si l'enjeu du second tour est un choix de sociétés, celui du premier tour est un choix de politiques. Ceux qui refuseront la société collectiviste le 19 Mars, doivent, au préalable, choisir le 12 Mars quelle politique devra être menée par la Majorité si elle l'emporte.

Et la Majorité vous propose trois politiques possibles : celle des réformateurs, celle des gaullistes et celle des Indépendants et des libéraux.

Tout à fait démocratiquement et pour la première fois, ces élections vont donc vous permettre de choisir non seulement la société, mais aussi la politique que vous voulez.

Fils de commerçants, né à MOSTAGANEM (Algérie) il y a 30 ans, ancien Élève de Sciences Po, licencié en Droit et exerçant la profession de Clerc de Notaire, je milite depuis l'âge de 18 ans pour le libéralisme.

Mon action politique, depuis 1967, s'est toujours inscrite dans le cadre de la Majorité. Président des Jeunes Républicains Indépendants du Languedoc, puis Secrétaire-Général Adjoint des Républicains Indépendants de l'Hérault, j'ai été de ceux qui se sont dévoués pendant plusieurs années pour que la France élise un Président libéral ; ce qui s'est réalisé en 1974.

Si j'ai toujours entretenu de bons rapports avec nos alliés dans la Majorité, j'ai du mal à comprendre, comme vous sans doute, l'acharnement des réformateurs à s'accaparer de la personne du Président de la République. Hier, les gaullistes étaient inconditionnels du pouvoir et nous, les Indépendants, le leur reprochions amicalement ; aujourd'hui, les réformateurs se comportent à leur tour en inconditionnels et nous, les Indépendants, le leur reprochons non moins amicalement.

En effet, les libéraux ne peuvent être inconditionnels d'un homme, d'un gouvernement ou d'un parti; toute entreprise humaine a sa part de faiblesses et d'erreurs et il est naturel et souhaitable de pouvoir les critiquer d'une manière positive afin de les corriger.

Ainsi, depuis trois ans, des réformes nécessaires pour le libéralisme et qui auraient pu être menées ne l'ont pas été et, par ailleurs, des erreurs ont été commises.

Il faut maintenant apporter une correction à la direction de l'action gouvernementale et réparer certaines erreurs.

Pour que notre société devienne une véritable société libérale et sociale, il est indispensable d'accroître le libéralisme économique, notamment en rétablissant la liberté des prix et des salaires, en favorisant la liberté d'entreprendre, de créer, d'innover et de gérer, et en mettant un terme aux vexations et aux tracasseries administratives.

S'il faut continuer les efforts faits en faveur des plus faibles et des plus défavorisés et en reconnaissance de leurs droits à une vie digne et décente, il faut mettre en place une politique globale de la famille en augmentant fortement les prestations familiales, en créant un salaire et une retraite pour les françaises qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants ou s'occupent d'handicapés ou d'impotents, en respectant le droit à la vie avec l'abrogation de la loi sur l'avortement volontaire.

Il convient de même, et plus particulièrement dans notre région, de favoriser le développement économique et la création d'emplois par l'implantation de petites et moyennes entreprises, respectant l'environnement et le mode de vie pré-existant ; d'accorder à nos agriculteurs et nos viticulteurs la parité économique avec les autres activités socio-professionnelles par un relèvement global des prix agricoles, une incitation fiscale et financière à une meilleure organisation de la production et de la commercialisation des produits français, et une protection accrue et vigilante contre la concurrence souvent déloyale des produits étrangers.

Enfin, si la dernière loi d'indemnisation des rapatriés constitue un progrès dans la mise en œuvre de la solidarité nationale et de la simple justice, il est absolument indispensable de l'améliorer par la réévaluation des bases d'indemnisation, par l'indexation des titres, par l'obligation pour les banques de les accepter en garantie de crédits, et par le remboursement immédiat dès l'âge de 65 ans.

C'est ainsi que nous, Indépendants, libéraux et modérés, nous entendons soutenir le Président de la République et le gouvernement, loyalement mais avec vigilance.

Chers Amis, si, comme nous, vous êtes convaincus que la société libérale est celle qui permet le mieux l'épanouissement de l'individu dans tous les domaines de la vie, alors, pour défendre et améliorer cette société, vous choisirez la politique libérale.

Si vous préserverez l'avenir le 19 Mars, en votant CONTRE la société collectiviste, vous préparerez l'avenir le 12 Mars, en votant POUR une politique véritablement libérale et sociale,

EN VOTANT INDÉPENDANT.

Pour le libéralisme, pour notre France, je vous fais confiance, vous pouvez me faire confiance.

Henri GIFFONE